



la vie des territoires, l'avis des projets.

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 15 juin 2023**

OBJET : 12 - GRENOBLE-ALPES METROPOLE - EYBENS (collectivité garante) - Opération
« Ecoquartier Le Val » - Convention d'opération

Délibération n° 14

Le quinze juin deux mille vingt-trois à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL du Dauphiné) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : 15

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : 15

Administrateurs présents : 9

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, M. CATTIN, M. CORBET, M. LONGO, M. MATHIEU, M. MOREAU, M. MOCELLIN, Mme PANTEL.

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 6

Mme BELAIR à Mme PANTEL, M. BUSTOS à M. AMADIEU, M. DESPESSE à M. MOREAU, Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET, Mme MARTIN-GRAND à M. MOCELLIN, M. QUEIROS à M. LONGO.

Mme Chloé PANTEL a été nommée secrétaire de séance.

Vu l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010_PPI n°5 en date du 10 février 2022 actant le 5^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention de l'établissement,

Vu la délibération n°22DL036 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en date du 16 juin 2022 détaillant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participation aux frais d'études,

Vu la convention de portage n°2015-12 en vigueur,

Considérant que :

- La commune d'Eybens a sollicité l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné pour réaliser la poursuite de la maîtrise foncière sur le secteur du Val, afin de réaliser un programme d'une cinquantaine de logements, avec potentiellement un équipement public en rez-de-chaussée,
- L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné et la commune d'Eybens sont déjà liés jusqu'en 2025 par la convention de portage numéro 2015-12, concernant un tènement cadastré section AB, numéros 107 et 109,
- La commune d'Eybens sollicite l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné pour poursuivre la maîtrise foncière et allonger la durée de portage jusqu'en 2030,
- La réserve foncière de long terme est sous conditions de la mise en place d'un paiement fractionné avec la collectivité garante conformément à la délibération 22DL036 du 16 juin 2022 relative aux modalités de portage,
- A ce jour, les dépenses déjà supportées par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné s'élèvent à environ 940 000 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Valide l'opération « Ecoquartier Le Val » au titre de l'axe stratégique « répondre aux besoins en logements » du PPI n° 5 en vigueur,
- Annule la convention de portage n° 2015-12 existante,
- Approuve le projet de convention d'opération ci-annexé visant à définir les modalités de portage et de cession, ainsi que les engagements respectifs des parties pour réaliser la sortie de portage au plus tard dans les 7 ans qui suivent la signature de ladite convention,

- Décide la mise en place d'un paiement fractionné à hauteur de 140 344 € par annuité, sur les exercices 2024 à 2030, pour permettre à Eybens de lisser le paiement correspondant à son engagement financier. Dans l'hypothèse d'une cession à un tiers entre les exercices 2026 et 2030, l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné remboursera à la commune d'Eybens, l'éventuel trop-perçu au vu du bilan définitif des dépenses et des recettes constatées.
- Valide l'enveloppe globale prévisionnelle des dépenses à supporter par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné à hauteur de 1 450 000 € HT et des recettes équivalentes à percevoir.

Conclusions adoptées à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président

Laurent AMADIEU

